

ELEMENTS DE LANGAGE pour la presse



1. Foncier
2. Europe / PFUE
3. Gestion des risques
4. Suicide
5. Prédation
6. Environnement
7. Promo métier
8. Carbone
9. Présidentielle

SOMMAIRE



FONCIER



Contexte :

L'agriculture est aujourd'hui à un tournant majeur dans son histoire : d'ici 10 ans plus de la moitié des chefs d'exploitation auront cessé leur activité. Le foncier agricole est au cœur de cette mutation profonde que connaît et va connaître encore demain l'agriculture française.

L'artificialisation n'est qu'une cause parmi d'autres de la diminution du foncier agricole, et on ne peut par exemple ignorer la problématique des friches. La loi climat et résilience a permis d'acter des avancées en matière d'artificialisation des terres agricoles.



Posture :

- JA souhaite une réforme foncière qui ait comme colonne vertébrale le renouvellement des générations d'agriculteurs par un ensemble d'outils en faveur de l'installation et la transmission.
- Affirmer demain un principe de protection des terres agricoles
- Pas de photovoltaïque au sol : ne pas créer une artificialisation masquée des terres agricoles

Demandes de JA :

- 269 000 km² Surface agricole utile (SAU) en France en 2020
- 49 % du territoire métropolitain. Alors qu'elle diminue régulièrement depuis 50 ans, la SAU varie peu entre 2010 et 2020 (-1 %)
- 50 hectares : Superficie moyenne gagnée par les exploitations en 50 ans en France métropolitaine
- 69 hectares : Superficie moyenne d'une exploitation en France métropolitaine en 2020. C'est 5 hectares en outre-mer

EUROPE / PFUE



Contexte :

Une présidence à enjeu pour l'agriculture (un volet consacré au sujet intitulé « agriculture et forêt »). La présidence française se concentrera sur la souveraineté alimentaire autour de 3 thèmes prioritaires

- Les clauses miroirs sont une priorité pour JA (intra européen mais aussi dans les accords de libre-échange)
- La séquestration du carbone dans les sols
- La transition agroécologique



Posture :

- Les mesures miroirs qui permettent d'inclure au sein de la législation horizontale de l'Union européenne l'obligation pour les produits importés de respecter certaines normes de production internes de l'UE est l'axe privilégié par la France pour agir.

Les réglementations, spécifiques à certains produits (antibiotiques, produits phytosanitaires...), au niveau européen doivent s'imposer directement aux produits importés.

Néanmoins JA insiste : les mesures miroirs ne sont pas le seul outil et il sera également nécessaire d'aller sur le terrain des clauses miroirs dans les accords de libre-échange.

Sur le carbone :

Un sujet porté par JA depuis plusieurs années

L'uniformisation des labels est important mais ne doit pas remettre en question les agriculteurs déjà engagés dans les démarches bas-carbone

Sur la transition agroécologique

La révision de la directive SUD devra permettre de se fonder sur des indicateurs harmonisés à l'échelle de l'UE pour assurer le suivi des réductions de utilisations de produits phytosanitaires

GESTION DES RISQUES



Contexte :

Un texte annoncé à Terres de Jim, le 10 septembre 2021 afin de répondre aux enjeux liés aux intempéries qui touchent de plus en plus d'exploitations. L'enveloppe annoncée était de 600 millions d'euros annuels, et est basée sur un système triparti entre assurance, Etat et exploitants.

Ce texte va aboutir dans les semaines qui viennent.



Posture :

Les enjeux budgétaires sont cruciaux et des textes d'application techniques restent à construire, le chantier ouvert pour l'année 2022 s'annonce particulièrement dense.

- Le règlement « Omnibus » : seule condition pour créer une dynamique positive et pour afficher une réelle amélioration par rapport à l'offre assurantuelle actuelle.
- Clarifier les modalités d'intervention du fonds des calamités agricoles et préciser son articulation avec l'intervention de l'assurance et du fonds des risques « catastrophiques »
- Garantir une entrée en vigueur au 1er janvier 2023
- Point d'étape à mi-parcours

SUICIDE



Contexte :

Le constat est statistiquement établi: les agriculteurs se suicident plus que le reste de la population.

Selon les données les plus récentes de la sécurité sociale agricole (MSA), 529 suicides ont été dénombrés en 2016 parmi les 1,6 million d'assurés du régime agricole âgés d'au moins 15 ans (ayant-droits des exploitants et salariés agricoles inclus).



Posture :

- Il faut privilégier les complémentarités qui permettent « d'aller vers » les personnes en difficulté.
- Utiliser le numéro d'appel du mal-être agricole de la MSA, susciter la parole pour créer un reflexe
- Ce type d'initiative permet de détecter les difficultés de personnes qui ne sentent pas concernées par un numéro d'écoute dédié au mal-être.
- Aider à la transition entre activité et retraite car c'est la période la plus à risque en termes de risque suicidaire
- Donner aux agriculteurs la possibilité de « prendre réellement l'air »

PREDATION



Contexte :

La population du loup se densifie et gagne des territoires encore épargnés. Cela crée un climat insupportable pour les éleveurs qui se sentent abandonnés. Donnons-leur les outils nécessaires à la survie de leurs troupeaux. Aujourd'hui, les pouvoirs publics apportent une réponse à l'enjeu de la prédation trop éloignée de la réalité du terrain.



Posture :

- Pouvoir protéger les troupeaux toute l'année, sur tout le territoire et en toute sécurité
- Du matériel efficace pour garantir la sécurité de tous
- Autoriser les prélèvements en action de chasse à proximité des troupeaux
- Autoriser l'intervention de lieutenants de louveterie et de chasseurs en zone cœur de parcs
- Effectuer un vrai chiffrage
- Gérer la population par massif afin d'agir de manière rationnelle et efficace
 - Les éleveurs sont abandonnés
 - Les pouvoirs publics ont une réponse trop administrative, qui ne correspond pas aux besoins et aux attentes des éleveurs
 - Nous voulons protéger les troupeaux toute l'année, sur tout le territoire et en toute sécurité

Chiffres clés :

- 1401 éleveurs attaqués en 2020
- 83% des bêtes attaquées sont tuées
- 47% des élevages attaqués l'ont été plusieurs fois
- 39 départements touchés par la prédation

ENVIRONNEMENT



Contexte :

ZNT : On salue le délai qui a été laissé aux fabricants pour faire les renouvellement d'AMM pour les CMR2 afin d'appliquer une distance pour chaque produit. Sur les travailleurs, les textes restent flous et cela laisse les agriculteurs dans l'insécurité. Les chartes sont désormais mise en consultation par les préfets.



Posture :

Le délai est trop court et cela présente un risque pour les cultures mineurs. Sur les travailleurs, il faut mettre en place un FAQ qui permettrait aux professionnels de trouver des réponses. Nous saluons la présence de prévenances collectives au champ et non individuelles.

Message clé :

« Pas d'interdiction sans solutions »

Les agriculteurs sont des acteurs de la lutte contre le changement climatique, il faut une position de partenaire et d'accompagnement

Nous sommes partenaires du Contrat de Solution, les chiffres :

- 44 partenaires
- + de 300 pistes de solution identifiées
- 95 fiches solutions
- 5 focus (sur des sujets ciblés comme les alternatives au glyphosate, le développement du biocontrôle et des outils d'aide à la décision, l'allongement des rotations, la prophylaxie ...)

Sur le bio :

Depuis plus d'un an, les filières bio connaissent un ralentissement important de la consommation. C'est le cas du lait bio avec une collecte qui ne cesse de croître, elle s'est élevée en 2020 à 1,14 millions de tonnes, soit une hausse de 11,7% par rapport à 2019. Ce lait biologique a représenté 4,6% de la collecte nationale en 2020. Fin 2022, et d'après les volumes déclarés en conversion, la collecte pourrait atteindre 1,35 milliards de litres, soit une hausse de 22% par rapport à son niveau de 2020. C'est près de 4 400 producteurs qui seraient collectés à cette date (+10% par rapport à 2020).

PROMO METIER



Contexte :

Il faut valoriser l'attractivité du métier d'agriculteur

Il offre une proximité avec la nature et une dimension entrepreneuriale, critères plébiscités par les nouvelles générations.

Ce sont des métiers avec des traditions, des métiers d'avenir, innovants et créateurs de richesse dans nos territoires, pionniers de la transition agroécologique et numérique.

Des milliers de postes plus ou moins qualifiés sont à pourvoir dans un secteur où il serait pourtant stratégiquement nécessaire d'être attractif.(300 000 postes à pourvoir)



Posture :

- Pérenniser une communication nationale de promotion des métiers incluant de la publicité tout en se mettant à disposition de l'Education nationale ;
- Avoir une stratégie forte d'orientation incluant l'agriculture visant, d'une part les élèves du secondaire et leurs parents, et, d'autre part, les publics en reconversion ;
- Retrouver un lien fort entre les Français et leur agriculture en développant les rencontres avec les agriculteurs.

Chiffres clés :

Un métiers qui a du sens

- o Cadre de vie
 - La campagne : le cadre de vie idéale pour 81% des Français
- o Reconversion
 - Les métiers de l'agriculture et de l'alimentation sont des métiers de sens et d'avenir. De nombreux emplois sont à pourvoir !
- o 300 000 postes à pourvoir
 - 759 000 personnes occupent un emploi permanent dans une exploitation agricole
 - 391 000 exploitants agricoles
 - Pour 1 agriculteur, 5 emplois indirects sont générés
 - 3,4 millions d'emplois générés par l'alimentation
-
- o NIMA
 - 60% de ceux qui se présentent au PAI sont NIMA

CARBONE



Contexte :

Le secteur agricole joue un rôle double vis-à-vis du changement climatique ; à la fois acteur de la réduction des émissions de GES mais aussi acteur capable de réaliser des absorptions de carbone grâce aux puits naturels (prairies, agroforesterie, sols agricoles...), aux côtés du secteur forestier.

L'agriculture constitue ainsi un maillon essentiel dans la stratégie d'atteinte de l'objectif de neutralité carbone à l'horizon 2050.



Posture :

3 objectifs :

-Engager les jeunes agriculteurs dans ces démarches

Il est nécessaire d'établir une démarche cohérente et adaptée.

oLa première étape consiste à sensibiliser les agriculteurs et à leur présenter les outils à leur disposition pour engager la transition.

oDans ce cadre, JA a notamment accompagné la mise en place d'un dispositif « Bons Diagnostics Carbone » dans le Plan de relance qui permet aux agriculteurs récemment installés d'effectuer un bilan sur leurs exploitations agricoles : l'objectif est d'identifier les leviers de transition et d'accompagner les jeunes pour valoriser ces démarches.

-Assurer la valorisation aux agriculteurs de leur contribution, pour une juste rémunération des pratiques

oL'atteinte des objectifs climatiques nécessite une transition dans l'ensemble des secteurs grâce à l'engagement de tous les acteurs.

oLa contribution de l'agriculture aux enjeux climatiques se fait par la mise en œuvre de pratiques permettant la réduction des émissions de gaz à effet de serre, mais aussi permettant le stockage du carbone dans les sols. Dans le secteur agricole, la transition des pratiques agricoles vers des systèmes résilients et performants ne se fera qu'avec un accompagnement technique et financier adapté.

-Valoriser le rôle des agriculteurs comme acteurs dans l'atténuation et l'adaptation au changement climatique

oJA travaille ainsi à la communication autour de telles démarches, en souhaitant impliquer de nombreux acteurs des territoires.

oDans ce même objectif, l'implication dans des initiatives, du local à l'international, est une opportunité pour accélérer la transition.

PRESIDENTIELLE



Contexte :

Dans le cadre de l'élection présidentielle, Jeunes Agriculteurs s'est mobilisé pour formuler des propositions concrètes aux candidats de tous camps. En 3 axes et séparés en 9 thèmes, ce document a été envoyé à l'ensemble des candidats.



Posture :

- Développer la résilience de l'agriculture française
- Structurer des filières durables : le gage d'une alimentation accessible à tous et rémunératrice pour les producteurs
- Développer une politique de lutte contre le changement climatique par des pratiques plus durables et innovantes
- Développer une complémentarité d'outils de gestion de l'ensemble des risques qui pèsent sur une exploitation

Assurer le renouvellement des générations en agriculture

- Des politiques publiques fortes à l'installation pour des jeunes agriculteurs nombreux sur les territoires
- Mener une politique ambitieuse en faveur de la transmission
- Faciliter la préservation et l'accès à la terre pour ceux qui produisent l'alimentation

Assumer une politique alimentaire européenne et internationale cohérente

- Soutenir une politique agricole commune et ambitieuse à l'échelle européenne
- Revoir les règles du commerce international alimentaire pour plus de complémentarité
- Permettre aux jeunes agriculteurs du monde entier d'envisager un avenir commun

Phrases types :

- La voix des jeunes doit être entendu pour mener une politique agricole ambitieuse, tournée vers l'avenir car « Demain se construit aujourd'hui »
- Nous attendons des candidats une posture forte en faveur du renouvellement des générations, l'enjeu est de taille et il en va de notre souveraineté alimentaire

